

« Crise en Europe et au Luxembourg : analyses et opportunités »

Les 6 et 7 février 2013, les Journées de l'Économie ont rassemblé près de 500 personnes à la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg. Cette septième édition, dont les droits d'inscription ont été reversés intégralement au profit de l'asbl Jonk Entrepreneurs, a réuni entrepreneurs, acteurs politiques et économistes pour débattre de « la crise en Europe et au Luxembourg : analyses et opportunités ».

La première demi-journée, axée sur l'analyse de la situation économique au Luxembourg, a permis aux acteurs économiques de s'exprimer sur l'état du pays après cinq années de crise: analyse de la situation actuelle, identification des enjeux et des menaces, propositions d'actions. Le jeudi 7 février au matin, une mise en perspective européenne de la situation luxembourgeoise a été proposée au travers d'un débat sur la crise de la dette en Europe par deux économistes de renom, Hans-Werner Sinn et Christian de Boissieu.

Crise économique: point de vue des dirigeants sur les défis et les opportunités

La crise économique au Luxembourg, qui s'est traduite par une croissance nulle au cours des cinq dernières années, s'explique en partie par la crise financière de 2008, mais également par de multiples constats tels que révolution numérique, entrée et impact économique de 12 nouveaux pays dans l'Union Européenne en 2004 et 2007 et globalisation des marchés avec le renforcement de la position de la Chine. « Nous devons nous montrer plus offensifs. Il faut aller chercher la croissance où elle se trouve et faire revenir au Luxembourg les entreprises qui ont quitté le pays », explique Etienne Schneider (cf. portrait), Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.



Les entreprises, qui se sont adaptées rapidement et ont développé leurs activités dans les pays émergents, ont maintenant renforcé leur positionnement. « Aujourd'hui, notre regard ne doit pas se porter que sur l'Europe », ajoute Romain Bausch, Directeur Général et Président du Comité de direction, SES. Le contexte va continuer d'évoluer rapidement; le Luxembourg doit donc mettre en place les actions nécessaires pour répondre à ces défis.

« Le Luxembourg sortira de la crise par le haut. Trois entrepreneurs sur quatre sont non-Luxembourgeois. C'est un atout pour notre pays qui est un véritable laboratoire européen. Les investisseurs viennent au Luxembourg pour sa fiabilité et la prévisibilité de son cadre légal et fiscal », affirme Pierre Gramagna, Directeur Général de la Chambre de Commerce.

D'autres enjeux ont également été abordés: développer la productivité, assurer une gouvernance économique, renforcer la situation énergétique du Luxembourg et améliorer l'indépendance financière. Malgré tout, ces points ne doivent pas dissimuler d'autres problématiques telles que l'accessibilité au logement (dont le prix est trop élevé) et la nécessité d'infrastructures de transport adaptées pour faciliter la mobilité des travailleurs. Une attention particulière a été portée au thème de l'éducation et de la formation. L'ensemble des intervenants s'est entendu sur le rapprochement entre formation et entreprises. « Il est primordial d'améliorer l'apprentissage entrepreneurial dès le plus jeune âge afin de garantir la création de Petites et Moyennes Entreprises (PME) au cours des prochaines années », souligne Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme et Ministre de l'Égalité des

chances. La Ministre a également mentionné l'importance de l'accès au financement et au microcrédit. La création de PME doit être encouragée par un allègement des charges réglementaires.

La crise au Luxembourg et dans la zone euro: analyse comparée

Alors que le Luxembourg se distingue du reste de la zone euro, le pays se retrouve aujourd'hui au milieu du peloton en termes de prévisions de croissance économique. Les questions de la soutenabilité des finances publiques, de la transformation du tissu industriel et de l'emploi sont des enjeux majeurs à aborder. « Il existe des raisons d'espérer: la stabilité financière est maintenue et le pays reste attractif notamment pour les pays émergents qui tirent la croissance mondiale. En outre, le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication et de la logistique donnent des atouts au Luxembourg pour faire la différence », affirme Didier Mouget, Managing Partner, PwC Luxembourg.

Dans une période où il est nécessaire de se poser les questions justes pour préparer l'avenir, Michel Wurth, Président, UEL, a présenté « 2030.LU: Ambition pour le futur », une initiative citoyenne sur la vision du Luxembourg pour renforcer l'Attractivité, la Compétitivité et l'Efficacité. « La situation actuelle est acceptable mais de nombreux défis se posent. Nous avons identifié cinq axes essentiels: qualité de vie, diversité, solidarité, indépendance financière et productivité. Ce diagnostic sera complété par une consultation large et ouverte ainsi que par des groupes de travail via un portail d'échanges et se conclura par la publication d'un manifeste en automne 2013 », indique Michel Wurth.

Regards croisés franco-allemands sur l'avenir de l'Europe

La deuxième demi-journée fut aussi l'occasion pour Pr. Dr. Dres. h.c. Hans-Werner Sinn, directeur du célèbre institut allemand Ifo, et Christian de Boissieu, Professeur d'économie, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, d'exposer leur différent point de vue sur l'avenir de la zone euro. Pr. Dr. Dres. h.c. Sinn est revenu sur la genèse de la crise de la zone euro avant de présenter ses propositions qui contrastent nettement avec la gestion actuelle de la crise. « La crise vient d'une abondance excessive de crédits dans les pays du sud de la zone euro. Cet excès a généré une inflation démesurée au Portugal, en Grèce ou encore en Espagne. Le résultat est qu'aujourd'hui ces pays souffrent d'un manque de compétitivité significatif par rapport à des pays comme l'Allemagne. Après la crise des sub-primes aux États-Unis, les investisseurs privés ont refusé de continuer à financer les dettes des pays considérés à risque dans la zone euro, ceux-ci n'ont dès lors plus su les

financer. C'est ainsi que la crise de la zone euro a démarré », indique Pr. Dr. Dres. h.c. Hans-Werner Sinn.

Selon le Pr. Dr. Dres. h.c. Hans-Werner Sinn, la Banque centrale européenne (BCE) a évincé le financement privé. Celle-ci est intervenue de façon croissante jusqu'à acheter elle-même des titres de dette des pays en crise. « La BCE outrepassa ses prérogatives. Elle réaloue la richesse des pays du Nord comme le Luxembourg, l'Allemagne et la Finlande vers les pays du Sud. Il n'y a que deux voies possibles pour restaurer la compétitivité des pays du sud de l'Europe sans provoquer une poussée inflationniste dans les pays du centre de la zone euro: soit les pays affectés sortent de l'union monétaire et dévaluent leurs nouvelles monnaies, soit ils y restent et acceptent de baisser leurs prix. Seule la sortie de l'euro peut être considérée comme une réponse viable. Plus nous attendons, plus les dettes de tous les pays en crise et les pertes des pays du centre de l'Europe augmentent », ajoute-t-il. Christian de Boissieu a modéré le discours tranché de son confrère, rappelant d'abord que l'euro n'est pas en crise. La monnaie européenne ne s'est pas dépréciée. Au contraire, elle reste la seconde monnaie de réserve internationale et l'Asie continue à détenir ses réserves en euro. Même s'il s'accorde sur le fait que la zone euro n'est pas une zone monétaire optimale et que des problèmes de convergence réelle persistent entre les membres de la zone, la priorité devrait être donnée à la mobilité du travail afin de donner plus de flexibilité à la zone euro.

Une deuxième mesure devrait être de reformer le traité de Maastricht afin de ne pas contrôler seulement le niveau d'endettement des États mais aussi la dette privée. Pour Christian de Boissieu, la sortie de certains pays du sud, comme la Grèce ou le Portugal, de la zone euro n'est pas une bonne solution: « En quittant la zone euro, l'État, les entreprises et les ménages devraient rembourser leurs dettes libellées en euro; or la dévaluation de leur monnaie va automatiquement augmenter la charge de la dette, et ce dans des proportions insoutenables si la dévaluation atteint les 50% comme préconisée par Hans-Werner Sinn. Au final: chute du pouvoir d'achat, récession et taux prohibitifs sur le marché de la dette ».

La reprise durable de l'économie européenne se fera uniquement via une croissance durable de ces pays. Dans un environnement mondial compétitif, l'UE doit rester ouverte aux marchés et surveiller sa production industrielle, moins concurrentielle de part ses exigences en terme de standards sociaux et environnementaux. Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Etienne Schneider, a clôturé ces Journées de l'Économie en soulignant: « 2012 a été une période de reconstruction pour le Luxembourg. Si les réformes tiennent leur promesse en 2014, le redressement sera plus net. Le pays doit changer s'il veut rester ce qu'il est, et croyez-moi, il va changer ».